POURQUOI ON EN PARLE

IMMIGRATION

POURQUOI IL FAUT TOUT DIRE

Le référendum suisse renvoie les partis politiques français à la faiblesse de leurs réflexions sur l'intégration. L'immigration ne doit pas être qu'un argumen électoral. Tout reste encore à inventer. Dans la sérénité.

PAR HERVÉ NATHAN



Une maladie court en Europe. Elle s'appellerait le « virus suisse », selon *Libération* qui en a fait sa une. Les Helvètes, consultés lors d'une votation à l'initiative du parti d'extrême droite UDC, ont demandé, à 50,34 %, que le gouvernement en finisse avec non pas l'immigration tout court, mais *« l'immigration de masse »*. *« Consternée »*, la Commission européenne a aussitôt sorti l'arme atomique : si la Suisse n'admet pas les citoyens européens sur son sol, elle devra aussi rompre tous les accords économiques qui vont avec. L'Europe, tu l'aimes comme elle est ou tu la quittes ! Que ces obtus de Suisses, qui n'ont même pas l'excuse du chômage pour jeter les immigrés dans le lac de Genève, le sachent : la libre circulation des personnes, c'est sacré. C'est drôle, on n'avait pas entendu les dirigeants de l'Union européenne menacer le pays de rompre avec lui toutes relations commerciales s'il s'obstinait à conserver son secret bancaire...

Cette indignation masque une réalité en Suisse : en quelques années, l'immigration en provenance des pays limitrophes (Allemagne, Italie, France) mais aussi du Portugal, a atteint 23,3 % d'une population de 8 millions d'habitants. Pas de quoi remettre en cause le plein-emploi. Mais assez pour susciter l'inquiétude des citoyens.

En France, certains responsables politiques se sont rués dans la brèche pour instrumentaliser la question de l'immigration. On a ainsi vu Christian Estrosi, maire UMP de Nice, réclamer haut et fort une consultation populaire du même type chez nous, avant même que Marine Le Pen ne formule la même idée. *« On connaissait la tendance de l'UMP à courir derrière le Front national. La nouveauté, c'est qu'aujourd'hui l'UMP précède le FN sur le terrain de l'extrême droite »*, a réagi Eduardo Rihan Cypel, porte-parole du PS.

Un référendum en France ? Mais avec quelle question ? « Voulez-vous mettre une barrière à l'entrée des citoyens européens ? » « Ou des non-Européens ? » Dans ce dernier cas, la consultation n'aurait pas grand sens, puisque les restrictions que demandent les Suisses existent déjà chez nous. Qui plus est, les >

Chiffres clés

37 % C'est le taux de pauvreté chez les immigrés, contre 14 % pour l'ensemble de la population. Il est encore de 20 % dans la « deuxième génération » (source : OCDE).

0,52 % du PIB

C'est le « déficit budgétaire des immigrés », c'est-à-dire la différence entre les recettes qu'ils génèrent et les dépenses qu'ils absorbent. A noter : ce déficit est apparu récemment, à cause du vieillissement des immigrés, qui accèdent donc à la retraite. Ce calcul ne prend pas en compte les contributions des enfants d'immigrés nés en France, devenus travailleurs à leur tour (source : OCDE).

5,3 MILLIONS D'IMMIGRÉS EN FRANCE

(étrangers et Français nés étrangers hors de France), soit 9 % de la population en 2011, contre 13 % en Allemagne, 14,6 % en Espagne et 27,3 % en Suisse.

46 000 RÉGULARISATIONS

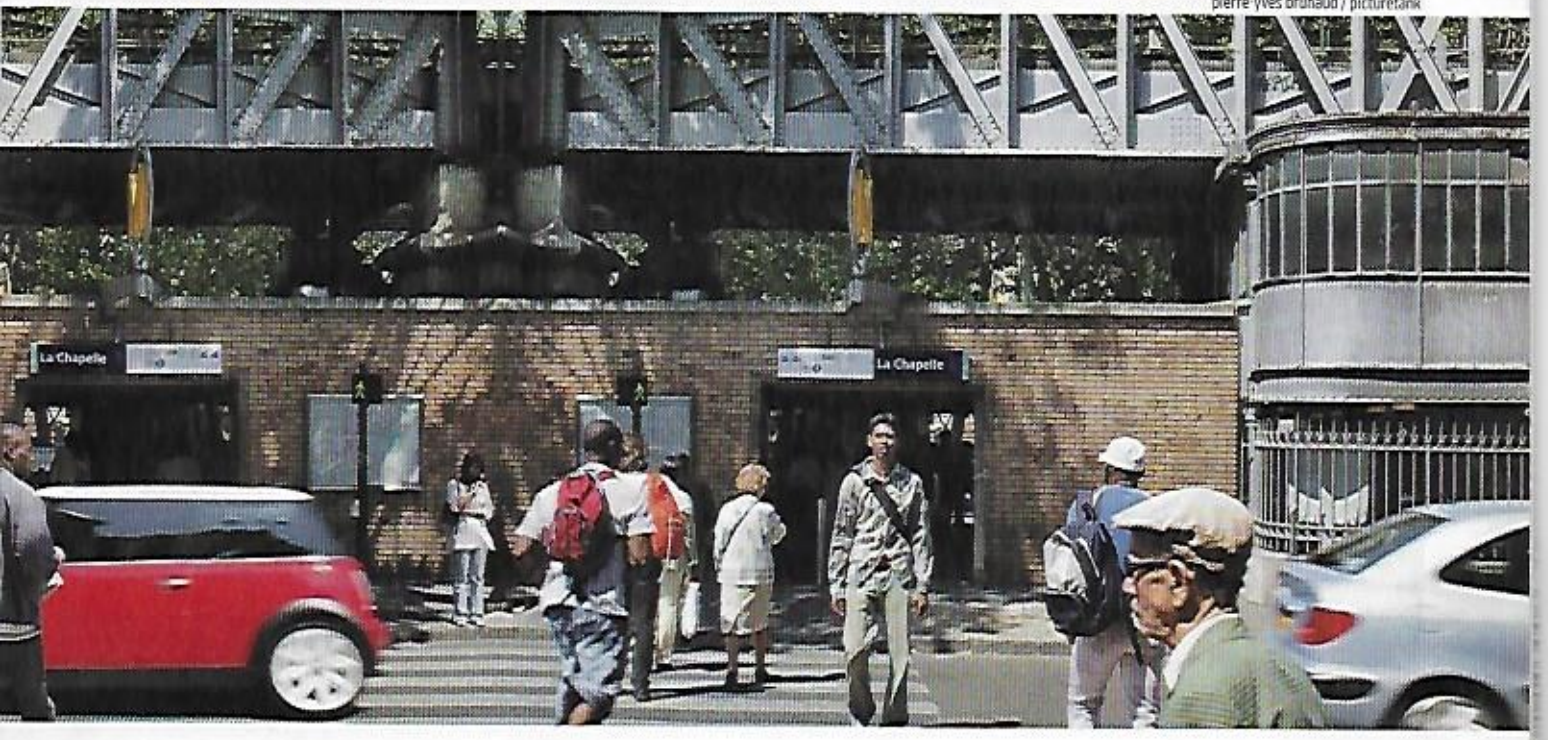
de sans-papiers en France en 2013. Moins de la moitié correspondent à des situations de travail.

164 BÉNÉFICIAIRES

du droit d'asile pour 1 million d'habitants en France. C'est mieux qu'en Allemagne (144), mais c'est inférieur à la moyenne de l'OCDE (224).

LE VRAI PROBLÈME DE L'IMMIGRATION n'est pas dans les chiffres, mais dans le réel de ceux qui la vive, les immigrés et leurs enfants. Contrairement aux années 50, 60 et 70, l'entrée en France aujourd'hui exclut l'insertion par le travail. Ici, boulevard de la Chapelle, à Paris.

pierre-yves brunaud / picturetank



> immigrants de la confédération, à l'exception évidemment des exilés fiscaux, s'y installent pour travailler. A l'inverse de la situation en France, où l'immigration de travail a été réduite au minimum : moins de 20 000 personnes par an en moyenne, contre 80 000 pour des motifs familiaux, 16 000 réfugiés politiques et humanitaires et 60 000 étudiants. Pour les entreprises, l'immigration légale n'est plus, et de loin, ce réservoir qui permettait autrefois de combler les manques de main-d'œuvre. D'autres circuits existent : les sans-papiers (entre 250 000 et 400 000, selon des estimations très fragiles) sont une première source de *« délocalisation intérieure »*, selon l'expression de la CGT. Mais les *« travailleurs détachés »* venus de l'Union européenne le sont plus encore, eux dont le nombre a décuplé en dix ans (300 000 aujourd'hui) et qui ont l'avantage de travailler sous le régime de protection sociale de leur pays d'origine. Une nouvelle famille d'immigrés ultraflexibles : une fois la mission terminée, les « détachés » repartent. Pas besoin de formation, de logements pérennes, peu de gestion administrative. *« C'est le rêve des gouvernants : l'immigration circulaire et temporaire »*, explique El Mouhoub Mouhoud, économiste et professeur à Paris-Dauphine.



pascallauvinier / reuters

MESURE RADICALE
En 2008, le parti suisse UDC faisait déjà campagne pour l'arrêt de l'immigration de masse. Le 9 février 2014, 50,34 % des Helvètes ont validé cette demande.

"PALLIATIF TEMPORAIRE"

Pourtant, à en croire les experts, l'immigration n'est plus la réponse toute faite aux questions démographiques. On s'est aperçu, par exemple, que les immigrés vieillissaient – comme tout le monde… – et finissaient par partir à leur tour à la retraite, accentuant du coup la crise des systèmes de protection sociale des pays développés. Ou que les pays en voie de développement rechignaient à laisser filer des diplômés qu'ils ont eu tant de mal à éduquer. Un rapport du très libéral Conseil d'analyse économique, publié en 2009 (1), reconnaissait ainsi que *« l'immigration n'est qu'un palliatif temporaire »* des *« rigidités du marché du travail »*.

Est-ce à dire que l'immigration ne serait plus un problème ? Telle était la thèse d'un gros dossier publié en novembre dernier par *le Point*. Notre confrère a déployé beaucoup d'efforts et de statistiques pour nous persuader que *« la France est un pays fermé »*. La preuve : les 200 000 personnes qu'elle accueille chaque année sur son sol ne représentent que *« 0,33 % de sa population »*. L'équivalent de la population d'une ville comme Rennes. Franchement, pourquoi s'en faire ? *« L'ampleur des phénomènes migratoires est partout dans le monde surestimé par les opinions publiques »*, pouvait-on lire dans l'hebdomadaire. On n'est pas loin du célèbre *« changez le peuple »* de Bertolt Brecht !

Le problème, en vérité, n'est pas dans les chiffres, mais dans le réel de ceux qui vivent l'immigration, les immigrés et leurs enfants qui subissent les discriminations, et les classes populaires à qui on demande de les accueillir, sans trop leur demander si cela leur convient. L'immigration a une histoire, qui n'est pas un long fleuve tranquille. Jusque dans les années 70, les immigrés venaient majoritairement des pays du sud de l'Europe. Les Portugais en tête, puis les Espagnols et les Italiens. La génération suivante, venue du Maghreb et d'Afrique, est entrée à l'usine, où elle s'est forgé une culture ouvrière. Nombre de ces immigrés ont adhéré aux

QUAND L'EUROPE DE L'EST BOUGE…

La crise et l'élargissement de l'Union européenne ont modifié les flux migratoires. Alors que l'intégration des pays du Sud dans l'Europe avait coïncidé avec la fin de la migration de leurs citoyens vers le Nord, celle des pays de l'est de l'Europe, au contraire, fait apparaître une véritable hémorragie de travailleurs en Pologne, Roumanie et Bulgarie. Près de 1 million de Polonais sont allés s'installer en Grande-Bretagne après 2004, alors que Londres en attendait… 15 000. Plus de 3,5 millions de Roumains ont choisi l'exil, sur une population de 22 millions d'habitants. L'Italie et l'Espagne ont accueilli 2 millions de Roumains et 300 000 Bulgares, soit 4 % de la population du petit pays balkanique. Mais c'est surtout l'Allemagne qui voit converger ces immigrés de l'Est : 7 millions d'entre eux se sont installés sur son territoire, auxquels s'ajoutent 2 millions d'« Allemands ethniques », rapatriés depuis 1989 (lire l'article de Thomas Schnee, p. 18). Peter Hartz*, l'inspirateur des lois sociales de Gerhard Schröder, rêve aujourd'hui d'un superstatut de migrant, l'« europatrié », qui concrétiserait enfin l'existence d'un marché du travail à l'échelle de l'Union. Son modèle ? *« Un jeune chômeur européen, bénéficiaire d'un programme financé et coordonné par la Commission européenne, qui s'installerait provisoirement dans un autre Etat pour y travailler et y être formé. »* ■ H.N.

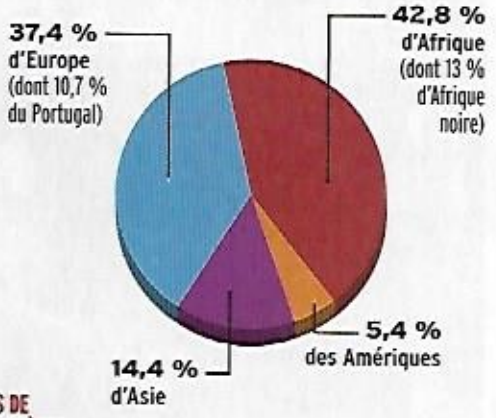
* « Pour une réforme du marché du travail en Europe », Peter Hartz, En temps réels, janvier 2014.

syndicats, participé à des conflits sociaux au côté d'ouvriers français. La revendication « à travail égal, salaire égal » a permis à chacun de gagner sa place dans la société en créant une solidarité qui dépassait les origines géographiques. Depuis, les syndicats ont largement décliné, et l'entrée en France, qui s'effectue désormais pour des raisons majoritairement familiales, exclut l'insertion directe par le travail. Pis encore, c'est tout le paysage qui a changé, rappelle le géographe Christophe Guilluy, auteur de *Fractures françaises* : *« Jusque dans les années 70, les immigrés étaient plongés à leur arrivée dans un fonds social commun aux classes populaires. Ce n'est plus le cas des métropoles d'aujourd'hui, très inégalitaires, où les quartiers qui sont des sas d'entrée des immigrants font face aux villes les plus riches de France. »*

Depuis le début des années 2000, les pratiques culturelles et religieuses des immigrants du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne ne se fondent plus aussi facilement dans le creuset tricolore. Du coup, le système d'intégration à la française grippe. Selon un rapport de l'OCDE (2) publié en 2008 et que le gouvernement de l'époque s'était évertué à planquer sous le tapis, la France a « parqué » les familles originaires du continent africain. Les zones urbaines sensibles hébergent *« environ 25 à 30 % des personnes originaires du Maghreb, 30 % des enfants d'autres immigrés d'origine africaine, ainsi que plus de 30 % des enfants âgés de 15 à 40 ans d'immigrés africains »*, notait l'OCDE. Le résultat sur la deuxième génération est catastrophique : *« La situation en France des enfants d'immigrés est beaucoup moins favorable que celle qu'ont connue leurs parents, en particulier pour les enfants d'origine africaine et maghrébine. »* Et leur faible niveau d'éducation pénalise ensuite leur accès à l'emploi.

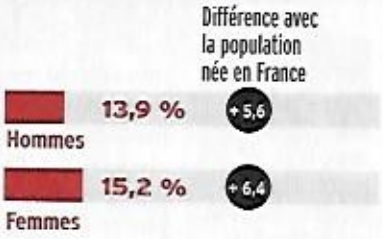
Ces ghettos sociaux, qui font fuir les plus anciens résidents, >

PROVENANCE DES IMMIGRÉS EN FRANCE



À REBOURS DE CERTAINES THÈSES POPULISTES, le chômage touche plus les immigrés que les Français : + 5,6 % pour les hommes et + 6,5 % pour les femmes.

UN CHÔMAGE RENFORCÉ
(Taux de chômage en 2010 des immigrés)



(Source : OCDE)



> menacent de se transformer en ghettos ethniques. La démographe Michèle Tribalat a montré la propension des derniers arrivants, isolés de fait de la société française, à vivre « entre soi », jusqu'à pratiquer le mariage endogame. Les unions entre des personnes de nationalité française mais avec un conjoint du pays d'origine constitueraient une forte proportion des 50 000 mariages mixtes célébrés chaque année. Au sein des quartiers, les différentes nationalités ne cohabitent plus harmonieusement. Pour Christophe Guilluy, *« l'assimilation républicaine est une page terminée. Le modèle multiculturel s'impose, même s'il n'est pas voulu. Or, comme il génère des séparations multiples entre populations, il sera bien plus compliqué à gérer que l'assimilation ».*



pierre boulat / cosmos

LA GOUTTE-D'OR, PARIS, 1955
"Jusque dans les années 70, les immigrés étaient plongés à leur arrivée dans un fonds social commun aux classes populaires. Ce n'est plus le cas des métropoles d'aujourd'hui, très inégalitaires", explique le géographe Christophe Guilluy.

ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

Le miroir déformant de la Suisse renvoie donc les partis politiques français à l'inanité de leurs réflexions sur la question de l'intégration des immigrés et de leurs familles. Le Front national ne parle que de refoulement, au nom de cette *« préférence nationale »* qui n'est rien d'autre qu'un programme d'expulsion d'une partie de la population vivant dans l'Hexagone. Arrivée au pouvoir, Marine Le Pen interdirait non seulement l'entrée de nouveaux immigrés non français, y compris les conjoints de Français non français, mais, en privant les étrangers du bénéfice de la protection sociale et de l'accès à l'emploi et au logement, elle provoquerait également leur exode hors de France.

Pour l'UMP, l'immigration est d'abord un facteur de désordre social. C'est la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy en avait confié la gestion au ministère de l'Intérieur. Mais il a lamentablement échoué dans sa tentative d'instituer une « immigration choisie » dont l'ambition était de modifier d'autorité les flux migratoires pour privilégier la venue de travailleurs asiatiques. Une commission de juristes, présidée par Pierre Mazeaud, avait rappelé au président de la République que vivre en famille était un droit fondamental sur lequel la France ne pouvait s'asseoir, du moins sans changer profondément sa Constitution et dénoncer des conventions internationales qui la lient. Six ans plus tard, l'UMP, lors de sa convention de décembre dernier, a annoncé vouloir *« reprendre le contrôle de l'immigration »* (3) en concoctant un programme essentiellement répressif, sans renoncer à quelques chimères comme *« réduire l'immigration légale, tout en attirant les meilleurs talents »*, alors que la carte « compétences et talents », instituée par la droite en 2006, s'est soldée par un fiasco retentissant !

La gauche, elle, revient de loin. En 2011, une note du laboratoire à idées Terra Nova envisageait l'immigration comme une simple clientèle : *« La France de la diversité est presque intégralement à gauche. L'autopositionnement des individus révèle un alignement des Français d'origine immigrée, et plus encore de la deuxième génération, à gauche – de l'ordre de 80-20. On retrouve des scores de cette ampleur dans les bureaux de vote des quartiers populaires, et encore de 62-38 dans les zones urbaines sensibles. »* Une analyse purement électorale qui pouvait faire craindre le pire, en ce qu'elle tendait à acter, voire à justifier, la dérive communautariste à l'œuvre dans certaines villes. Jean-Marc Ayrault, *in extremis*, a écarté ce danger et remis la gauche dans ses principes. La « feuille de route du gouvernement » qu'il a arbitrée le 11 février place au centre de la table l'égalité républicaine. En présentant des mesures qu'il juge lui-même *« toutes consensuelles »*, le Premier ministre espère rebâtir une politique qui permettrait de *« réaffirmer la capacité de la France à intégrer »*. Manière d'avouer que tout reste à faire. ■ H.N.

(1) « Immigrations, qualifications et marché du travail », de Gérard Saint-Paul, CAE.
(2) « L'intégration des immigrés et de leurs enfants sur le marché du travail en France », OCDE, 2008.
(3) « Politique d'immigration, reprenons le contrôle », Etats généraux de la reconquête, décembre 2013.

IL FAUT « RÉAFFIRMER LA CAPACITÉ DE LA FRANCE À INTÉGRER. » JEAN-MARC AYRAULT